

**Réponse LU à la consultation publique relative à la révision du règlement général  
d'exemption par catégorie (651/2014)**

Points divers :

Le Luxembourg suggère à la Commission européenne d'élargir le champ d'application de l'article 20 (« Aides couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne ») dudit règlement à l'ensemble des entreprises, indépendamment de leur taille, et de rendre tous les secteurs, y compris les secteurs de l'aquaculture et de la pêche, éligibles.